

Correspondance économique

Face aux enjeux, les financements publics doivent également favoriser la mobilisation des investissements privés. Plusieurs financeurs présents au Forum ont réaffirmé l'intérêt de définir, à l'horizon de la COP21, un standard de mesure de l'effet de levier des financements publics sur les investissements privés afin d'en faciliter le pilotage. Par ailleurs, des acteurs financiers impliqués dans les marchés des obligations vertes et climat ont indiqué leur intention de bâtir un consensus sur des cadres de reporting communs des impacts de ces instruments émergents et prometteurs, dans le but d'en renforcer la crédibilité et pertinence.

"Au-delà de notre mission première d'accompagner le développement économique et social de nos partenaires, nous avons également un rôle important à jouer pour que les milliards de dollars de la finance mondiale soient investis dans un développement sobre en carbone. Des instruments comme les obligations climat, dont l'Agence française de développement (AFD) est un acteur pionnier, peuvent être de puissants vecteurs pour le marché et la mobilisation de l'épargne", a souligné Mme Anne PAUGAM, vice-présidente de l'IDFC et directrice générale de l'AFD.

"Les banques centrales ont fait preuve d'audace", selon M. Jean-Claude TRICHET, ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), gouverneur honoraire de la Banque de France

M. Jean-Claude TRICHET, ancien président de la Banque centrale européenne (BCE), fonctions qu'il occupa de 2003 à 2011, gouverneur honoraire de la Banque de France, considère que "les banques centrales ont fait preuve d'audace pendant les dernières années de crise", lors d'une conférence organisée hier par le cabinet ARC. Il a jugé que "nous sommes toujours dans une situation difficile, marquée par des circonstances extraordinaires". Il a néanmoins souligné que "le cas européen est moins difficile qu'il y a quelques années et que d'énormes progrès sur le front du risque souverain ont été réalisés". Il a invité la Grèce à poursuivre son travail de redressement.

Evoquant le programme lancé le mois dernier, dit d'"assouplissement quantitatif", souvent désigné par son acronyme anglo-saxon "QE" (quantitative easing), il a indiqué que "la BCE a engagé des actions spectaculaires, en raison du risque de voir se matérialiser des anticipations d'inflation négatives, inhibant les agents économiques". Ainsi, "toutes les banques commerciales européennes ont accès à toute la liquidité qu'elles souhaitent" pour financer l'économie. M. TRICHET, admettant qu'"aucune garantie de création de richesse n'existe", a rappelé l'objectif de la BCE, "d'atteindre un taux d'inflation proche de 2 %". Il a également reconnu certaines effets pervers. "Les marchés d'actifs sont tirés à la hausse", a-t-il précisé.

"La politique monétaire, extrêmement accommodante, ne peut pas tout faire", a-t-il prévenu. Il a invité les secteurs privé et public à "tirer parti de l'action des banques centrales et profiter de cette période pour remettre la maison en ordre, sous peine de préparer une nouvelle crise". Selon M. TRICHET, "beaucoup d'efforts doivent encore être déployés en Europe et en France, jusqu'à présent jamais mise en difficulté par les investisseurs", ajoutant que "les coûts unitaires de production pèsent dans l'Hexagone, contrairement à l'Allemagne qui a su faire des réformes".

Interrogé sur un certain "alignement des planètes", relatif notamment à la baisse du prix du pétrole ou encore de l'euro ces derniers mois, M. Jean-Claude TRICHET a relativisé l'impact de tous ces éléments sur la croissance de l'économie mondiale, constituant pour l'ancien président de la Banque centrale européenne des "avantages relatifs", étant donné que "tout le monde en bénéficie". Il a appelé à "sortir du chômage de masse" et mener les réformes nécessaires.